



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

PREFECTURE
DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Bureau des ICPE et de la protection du patrimoine

Installations classées pour la protection de l'environnement

DREAL Angers
REÇU le

04 AVR. 2014

D.R.E.A.L.G.S. Angers

ARRETE

**Le préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

Mise en demeure
Société FALIENOR
à VIVY

DIDD - 2014 – n° 79

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation (modifié) D3 – 2004 – n° 708 délivré le 16 septembre 2004 à la société FALIENOR pour l'exploitation de fabrication de supports de cultures au lieu-dit « Le Ciron » sur le territoire de la commune de Vivy concernant notamment les rubriques 2170.1 et 2780.1.b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire DIDD – 2012 – n° 345 délivré le 7 novembre 2012 à la société FALIENOR ;

Vu l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012, l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2004 et l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2012 susvisés qui disposent notamment : « *L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Au niveau de la limite Est de la parcelle n° 1, des plantations sont réalisées pour renforcer la haie existante et créer une seconde haie pour assurer l'intégration paysagère des installations et réduire ses effets (bruit, poussières). Le choix des espèces et les modalités de création de la haie seront définis en accord avec les exigences du Parc Naturel Régional (PNR) Loire-Anjou-Touraine.* »

Vu l'article 3.8 de l'arrêté du 7 novembre 2012 susvisé qui dispose notamment : « Dans l'année suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant procédera en période estivale représentative de l'activité, à des mesures de retombées de poussières (norme NF X X43.007) dans l'environnement, à ses frais et par une personne ou un organisme qualifié. Les mesures seront faites à au moins 2 emplacements situés en limite Est de la parcelle n° 1 en regard de l'habitation située à l'Est et de celle située au Sud-Est. Si les résultats des mesures montrent l'existence de zones fortement polluées par des poussières issues des installations, l'exploitant prend les mesures correctives nécessaires. »

Vu les articles 7.4 et 7.5 de l'arrêté du 16 septembre 2004, l'article 3.4 de l'arrêté du 7 novembre 2012 et les articles 41, 42 et 45 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 susvisés qui disposent notamment : « les effluents sont rejetés dans le fossé bordant les installations au Sud et affluent de l'Authion. Les dispositifs de rejet sont aisément accessibles. L'exploitant s'assure, en permanence, du respect des valeurs limites de rejets liquides en réalisant des analyses selon une fréquence qu'il aura définie en fonction des installations.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de compostage ou de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, traitement approprié.

Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal rejeté.

paramètres	concentrations instantanées en mg/l
pH (NFT90008)	5,5 < pH < 8,5
Hydrocarbures totaux (NFT90114)	10
Matières en suspension totales	100 mg/l (Flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j) 35 mg/l (Flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j)
DB05 (sur effluent non décanté)	100 mg/l (Flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j) 30 mg/l (Flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j)
DCO (sur effluent non décanté)	300 mg/l (Flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j) 125 mg/l (Flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j)
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	30 mg/l (Flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j) 15 mg/l (Flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j) 10 mg/l (Flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j)
Phosphore (phosphore total)	10 mg/l 2 mg/l (Flux compris entre 0,5 kg/j et 8 kg/j) 1 mg/l (Flux supérieurs à 8 kg/j)

»

Vu l'article 4.2 de l'arrêté du 16 septembre 2004 et l'article 5 de l'arrêté du 7 novembre 2012 qui disposent notamment : « Une clôture résistante d'une hauteur minimum de 2 m entoure les installations. La clôture entourant les installations sera au besoin adaptée pour satisfaire aux dispositions du PPRI Val d'Authion, notamment en terme de hauteur maximale. »

Vu l'article 7.2.1 de l'arrêté du 16 septembre 2004 qui dispose notamment : « Une margelle bétonnée d'une superficie de 3 m² et d'une hauteur minimale de 03, m au-dessus du niveau du terrain naturel est aménagée autour de la tête de forage. La tête de forage est positionnée au moins 0,5 m au-dessus du niveau des plus hautes eaux connu. Un capot de fermeture ou tout dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête de forage. »

Vu l'article 27 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 susvisé qui dispose notamment : « *Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :*

- *la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;*
- *l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine ;*
- *la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement. »*

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 7 mars 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 13 décembre 2013 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les plantations réalisées en limite Est (bambous) sont insuffisantes pour assurer l'intégration paysagère de l'établissement ;
- l'exploitant n'a pas réalisé les mesures de retombées de poussières prévues en période estivale en limite Est de la parcelle n° 1, en regard des 2 habitations ;
- Aucun résultat d'analyse de ces eaux (depuis 2011) n'était disponible. Le conducteur d'engin interrogé sur la plate-forme a précisé que les eaux du bassin ont été vidangées sur les stocks de matières premières stockées hors sol étanche. Le rejet n'a pas été fait dans le fossé bordant les installations. Le dispositif de rejet n'est pas aisément accessible. Lors de la visite, il a été impossible de localiser le point de rejets du bassin de collecte des ruissellements même avec le plan des réseaux ;
- l'accès aux installations n'est pas interdit par une clôture sur certains secteurs (à proximité du Ciron) ;
- l'aménagement du forage n'est pas conforme. Il n'y a notamment pas de margelle bétonnée de superficie d'au moins 3 m² et de hauteur minimale de 0,3 m. De plus, il n'y a pas de capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent sur la tête de forage qui n'est pas en cuvelage béton surélevé de un mètre par rapport au niveau du sol.
- l'enregistrement relatif aux admissions ne satisfait pas à l'ensemble des exigences. Au niveau des bons de livraison examinés (à défaut de registre spécifique), les codes déchets (cf. annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) n'apparaissaient pas systématiquement.

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles susvisés :

- 4.1, 4.2, 7.2.1, 7.4 et 7.5 de l'arrêté du 16 septembre 2004 ;
- 3.4, 3.5, 3.8 et 5 de l'arrêté du 7 novembre 2012 ;
- 7, 27, 41, 42 et 45 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012.

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FALIENOR de respecter les prescriptions des articles cités précédemment, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture,

Arrête :

Article 1er : La société FALIONOR exploitant une installation de fabrication de supports de cultures au lieu-dit « Le Ciron » sur le territoire de la commune de Vivy est mise en demeure de respecter dans les délais précisés, les dispositions suivantes :

Dans un délai de 24 heures suivant la notification du présent arrêté :

- les articles 7.4 et 7.5 de l'arrêté du 16 septembre 2004, l'article 3.4 de l'arrêté du 7 novembre 2012 et les articles 41, 42 et 45 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 en respectant les conditions de rejets des eaux. En particulier, en rendant le dispositif de rejet aisément accessible et en s'assurant que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité (et, si besoin, traitement approprié) conformément aux paramètres susvisés, avant le prochain rejet ;
- l'article 27 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 en s'assurant que les enregistrements relatifs aux admissions comportent les informations prévues, en particulier les codes correspondants de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, dès la notification du présent arrêté ;

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté :

- l'article 3.8 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2012 en réalisant les mesures de retombées de poussières prévues ;
- l'article 4.2 de l'arrêté du 16 septembre 2004 et l'article 5 de l'arrêté du 7 novembre 2012 en complétant la clôture des installations ;
- l'article 7.2.1 de l'arrêté du 16 septembre 2004 en aménageant la tête de forage conformément aux dispositions prescrites (notamment avec une margelle bétonnée, positionnement de la tête de forage au moins 0,5 m au-dessus du niveau des plus hautes eaux connu, capot de fermeture ou tout dispositif approprié de fermeture équivalent sur la tête de forage) ;

Avant le 31 décembre 2014 :

- l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012, l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2004 et l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2012 en assurant l'intégration paysagère de l'établissement, en particulier en regard des habitations voisines avant le 31 décembre 2014. Au besoin, les plantations seront faites avec des espèces dont le choix sera défini en accord avec les exigences du Parc Naturel Régional (PNR) Loire-Anjou-Touraine.

Article 2 : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, **dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté,** les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 dont l'échéance n'excède pas 3 mois. Dans le même délai, pour ce qui concerne le dernier alinéa de l'article 1, l'exploitant justifiera des actions prévues, puis, il justifiera de leurs réalisations au plus tard début janvier 2015.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :


- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois à la mairie de Vivy ensuite conservée dans les archives de la mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de Vivy et envoyé à la préfecture, bureau des ICPE et de la protection du patrimoine.

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire, le sous-préfet de Saumur, le maire de Vivy, le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à ANGERS, le 02 AVR. 2014

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale de la préfecture


Elodie DEGIOVANNI

